



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 9 avril 2026
C(2026) 2473 final

M. Lindsay Croisdale-Appleby
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire
Chef de la mission du Royaume-Uni
auprès de l'Union
Avenue d'Auderghem 10
1040 Bruxelles
Belgique

Objet : Notification 2026/7001/XI

Directive (UE) 2015/1535 — Notification 2026/7001/XI – Règlement de 2026 sur l'étiquetage obligatoire de l'efficacité de l'eau

Émission d'observations conformément à l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Excellence,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités du Royaume-Uni, en ce qui concerne l'Irlande du Nord, ont notifié à la Commission, le 12 janvier 2026, le projet de règlement «Règlement de 2026 sur l'étiquetage obligatoire de l'efficacité de l'eau» (ci-après le «projet notifié»).

D'après le message de notification, l'un des objectifs essentiels du règlement est de «réduire l'utilisation de l'eau par le public afin de s'adapter au changement climatique, à ses répercussions sur la disponibilité de l'eau, et de garantir que des volumes suffisants soient préservés afin de protéger l'environnement. L'étiquetage de l'eau, ainsi que des efforts plus larges de réduction de la demande en eau, sont introduits dans la perspective de générer des bénéfices environnementaux et sociaux significatifs.»

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes.

¹() Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

Le projet notifié exclut les produits liés à l'énergie (tels qu'il les définit) de l'Irlande du Nord; en pratique, cela signifie que les lave-linge, les lave-linge séchants et les lave-vaisselle ne sont pas couverts par l'étiquette relative à l'eau prévue dans le projet notifié lorsqu'ils sont mis sur le marché d'Irlande du Nord. La question essentielle porte donc sur la situation des robinets et des douches.

L'article 6 du règlement (UE) 2017/1369 ⁽²⁾ (ci-après le «règlement sur l'étiquetage énergétique») prévoit des restrictions concernant d'autres étiquettes et stipule que «pour les produits qui ne relèvent pas d'actes délégués, ne fournissent ni n'affichent aucune étiquette qui imite les étiquettes prévues par le présent règlement et les actes délégués pertinents», toutefois cela «n'affecte pas les étiquettes prévues par le droit national, à moins que ces étiquettes ne soient prévues par des actes délégués.»

L'étiquette relative à l'eau prévue dans le projet notifié pourrait être considérée comme une étiquette prévue par le droit national.

Si, en Irlande du Nord, ce dispositif doit être regardé comme relevant du «droit national», les dispositions susmentionnées de l'article 6 du règlement sur l'étiquetage énergétique sont applicables (notamment l'article 6, premier alinéa, point d), et le deuxième alinéa). Comme indiqué, l'article 6, deuxième alinéa, du règlement sur l'étiquetage énergétique prévoit que l'interdiction de fournir des étiquettes imitant l'étiquette énergétique ne s'applique pas aux étiquettes nationales relatives aux produits liés à l'énergie pour lesquels il n'existe pas d'actes délégués.

L'étiquette relative à l'eau réglementée dans le projet notifié comporte des caractéristiques de conception similaires à celles de l'étiquette énergétique de l'UE, notamment l'échelle de A à G et le code couleur «du vert au rouge», qui constituent des éléments caractéristiques et déterminants des étiquettes énergétiques. Cela pourrait être considéré comme une imitation au sens de l'article 6 du règlement sur l'étiquetage énergétique.

Pour les raisons exposées ci-dessus, la Commission invite les autorités du Royaume-Uni, en ce qui concerne l'Irlande du Nord, à tenir compte des observations qui précèdent.

La Commission rappelle en outre qu'une fois le texte définitif adopté, celui-ci doit lui être communiqué conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma haute considération.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Pour la secrétaire générale

Martine DEPREZ
Directrice
Prise de décision et collégialité
COMMISSION EUROPÉENNE

Pour la Commission

Kerstin JORNA
Directrice générale
Direction générale du marché intérieur
de l'industrie, de l'entrepreneuriat et
des PME

²) Règlement (UE) 2017/1369 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2017 établissant un cadre pour l'étiquetage énergétique et abrogeant la directive 2010/30/UE (JO L 198 du 28.7.2017, p. 1).